L'intégration économique de l'ASEAN

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

D'une communauté de sécurité à un projet économique

L'ASEAN a été fondée le 8 août 1967 à Bangkok par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Brunei, le Vietnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge l'ont rejointe entre 1984 et 1999, puis le Timor-Leste, devenu le onzième membre le 26 octobre 2025.[1] L'histoire politique de l'organisation et le rôle qu'y joue Singapour sont examinés au chapitre F.IV. Le présent chapitre aborde l'ASEAN du point de vue des entreprises qui utilisent Singapour comme base. Pour elles, la question est de savoir dans quelle mesure l'organisation a créé un marché régional unique, susceptible d'être desservi depuis un seul bureau.

Le programme économique a commencé à Singapour, où l'accord sur la zone de libre-échange de l'ASEAN (ASEAN Free Trade Area) a été signé le 28 janvier 1992. La zone de libre-échange fonctionne depuis le 1er janvier 1993 selon le régime du tarif préférentiel effectif commun (Common Effective Preferential Tariff), qui a ramené les droits de douane intrarégionaux entre zéro et cinq pour cent. Les membres fondateurs devaient atteindre des droits nuls sur la quasi-totalité des marchandises d'ici 2010, tandis que le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

disposaient d'un délai jusqu'en 2015.[2] L'accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN (ASEAN Trade in Goods Agreement) de 2009 a réuni dans un seul instrument les engagements tarifaires, les règles d'origine et les dispositions relatives aux douanes et à la facilitation des échanges.[3]

La Communauté économique de l'ASEAN

Le plan directeur d'une Communauté économique de l'ASEAN a été adopté lors du sommet de Singapour le 20 novembre 2007. Après que les dirigeants eurent avancé l'échéance initialement fixée à 2020, la Communauté a été lancée le 31 décembre 2015.[4] Son objectif déclaré était un marché et une base de production uniques, avec la libre circulation des marchandises, des services, des investissements, des capitaux et de la main-d'œuvre qualifiée. En mai 2025, les États membres ont adopté la Vision 2045 de la Communauté de l'ASEAN et un plan stratégique de la Communauté économique pour 2026 à 2030, qui maintiennent le marché unique comme objectif.[5]

L'expression « marché unique » ne doit pas s'entendre au sens européen. L'ASEAN n'a ni tarif extérieur commun, ni juridiction habilitée à faire respecter les règles par ses membres, ni autorité supranationale comparable à la Commission européenne. Les décisions sont prises par consensus et mises en œuvre par le droit national. L'intégration a le plus progressé dans le commerce des marchandises, où les droits de douane ont en grande partie disparu. Elle a avancé plus lentement dans les services, l'investissement et la circulation des personnes, domaines où les restrictions nationales restent la règle.

Marchandises, services et personnes

Pour les marchandises, l'instrument décisif est la règle d'origine. Un produit bénéficie du taux préférentiel lorsqu'il présente au moins 40 pour cent de contenu régional, mesuré par rapport à sa valeur franco à bord (FOB), le contenu provenant de plusieurs États membres étant cumulé.[6] Le guichet unique de l'ASEAN (ASEAN Single Window) permet de transmettre une seule fois les données douanières, qui sont ensuite échangées entre les autorités des États membres. Pour un siège régional

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

qui gère des chaînes d'approvisionnement dans plusieurs pays, ces instruments comptent davantage que toute déclaration d'intention, car ils déterminent le coût de circulation des composants et des produits finis au sein de la région.

Les services ont été libéralisés par l'accord-cadre de l'ASEAN sur les services (ASEAN Framework Agreement on Services), adopté à Bangkok en décembre 1995, en vertu duquel les États membres ont négocié des paquets d'engagements successifs.[7] Des accords de reconnaissance mutuelle couvrent huit professions, des ingénieurs et des experts-comptables jusqu'aux infirmiers et aux professionnels du tourisme. Leur effet pratique est resté limité, car les exigences nationales en matière d'autorisation, les tests de langue et les régimes de permis de travail continuent de s'appliquer. Un ingénieur singapourien qui souhaite exercer en Indonésie a toujours besoin d'une autorisation indonésienne. Une banque agréée à Singapour a toujours besoin d'une licence distincte dans chaque pays, comme le montrent les stratégies régionales des banques singapouriennes.

Les limites de l'intégration

Le poids économique de la région a considérablement augmenté. L'ASEAN comptait environ 683 millions d'habitants en 2023 et sa production nominale est estimée à environ 4,5 billions de dollars US en 2026.[8] L'Economic Development Board (EDB, l'agence singapourienne de développement économique) s'attend à ce que la région devienne la quatrième économie mondiale d'ici 2030.[9] Les échanges entre les membres sont pourtant restés modestes au regard de leurs échanges avec le reste du monde. Le commerce intrarégional a été estimé à environ un cinquième du commerce total des membres, les quatre cinquièmes environ se faisant avec des pays extérieurs à l'ASEAN.[10]

Ce chiffre explique pourquoi les sièges régionaux installés à Singapour gèrent généralement deux flux à la fois. Le premier circule au sein de la région, entre usines, entrepôts et marchés situés dans différents États membres. Le second relie la région au reste du monde, en particulier à la Chine, aux États-Unis, au Japon et à l'Europe. Les accords extérieurs de l'ASEAN comptent donc autant que ses accords internes. Le Partenariat économique régional global (Regional Comprehensive

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Economic Partnership), signé le 15 novembre 2020 et en vigueur pour Singapour depuis le 1er janvier 2022, relie les États de l'ASEAN à la Chine, au Japon, à la Corée du Sud, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande.[11] Le chapitre F.IV décrit cet accord et le partenariat transpacifique dans le contexte de la diplomatie commerciale de Singapour.

Les flux d'investissement vers la région

Les investissements directs étrangers en Asie du Sud-Est ont atteint des niveaux sans précédent dans les années 2020. L'ASEAN Investment Report publié en octobre 2024 chiffrait les entrées de 2023 à un record de 230 milliards de dollars US. L'édition d'octobre 2025 indiquait que les entrées de 2024 avaient progressé de 8 pour cent pour atteindre 226 milliards de dollars US. Une hausse de 8 pour cent jusqu'à ce niveau suppose que le chiffre de 2023 a été révisé à la baisse, à environ 210 milliards de dollars US.[12] L'écart entre les deux rapports illustre une prudence générale. Les statistiques d'investissement de la région sont fréquemment révisées, et une large part des flux enregistrés transite par Singapour en route vers d'autres États membres. Singapour figure dans ces statistiques à la fois comme destination et comme source. Au cours de la dernière décennie, Singapour a constamment été le premier investisseur étranger en Indonésie, position qui reflète en partie les investissements de groupes de pays tiers passant par leurs holdings singapouriennes.[13] Il en va de même pour la Malaisie, où Singapour a été l'une des principales sources d'investissement dans la région d'Iskandar, dans le Johor.[14] Les relations avec ces deux voisins sont examinées au chapitre I.IV.

Paiements et connectivité numérique

Un marché régional a également besoin de systèmes de paiement régionaux. Le 29 avril 2021, la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) et la Banque de Thaïlande ont relié le système singapourien PayNow au système thaïlandais PromptPay. Les deux banques centrales l'ont présenté comme la première interconnexion de ce type au monde, permettant aux clients d'envoyer jusqu'à 1 000 S$ ou 25 000 bahts par jour à l'aide du seul numéro de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

téléphone mobile du destinataire.[15] Des interconnexions similaires avec d'autres États membres ont suivi. Pour une entreprise régionale, elles réduisent le coût des petits paiements transfrontaliers aux fournisseurs, au personnel et aux clients. Elles étendent aussi à la région l'infrastructure de paiement placée sous la surveillance des régulateurs singapouriens.

L'économie numérique constitue un autre champ d'intégration. L'Economic Development Board estime la valeur potentielle de l'économie numérique de la région à 2,7 billions de S$ d'ici 2030 et dénombre plus de 400 millions d'internautes.[16] L'ASEAN a négocié un accord-cadre sur l'économie numérique (Digital Economy Framework Agreement) afin d'harmoniser les règles relatives au commerce électronique, aux flux de données et aux paiements numériques.[17] Les entreprises singapouriennes figurent parmi les principales bénéficiaires de cette croissance. Grab, fondée à Kuala Lumpur en juin 2012 sous le nom de MyTeksi, a aujourd'hui son siège à Singapour et opère dans huit pays d'Asie du Sud-Est.[18] Sea Limited, fondée à Singapour en 2009 sous le nom de Garena, exploite Shopee, qu'elle présente comme la plus grande plateforme de commerce électronique d'Asie du Sud-Est et de Taïwan.[19]

Notes

1. Wikipedia, « ASEAN » (consulté en novembre 2026) : déclaration de l'ASEAN signée le 8 août 1967 au palais Saranrom, à Bangkok, par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande ; adhésion de Brunei (7 janvier 1984), du Vietnam (28 juillet 1995), du Laos et du Myanmar (23 juillet 1997), du Cambodge (30 avril 1999) et du Timor-Leste (26 octobre 2025). ↩
2. Wikipedia, « ASEAN Free Trade Area » (consulté en novembre 2026) : régime du Common Effective Preferential Tariff de 1992 ramenant les droits de douane intra-ASEAN à 0–5 pour cent ; « zero tariff rates on virtually all imports by 2010 for the original signatories » et, pour le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam, d'ici 2015 ; Wikipedia, « ASEAN » (consulté en novembre 2026) : accord AFTA signé à Singapour le 28 janvier 1992, zone de libre-échange à compter du 1er janvier 1993. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. ASEAN Trade in Goods Agreement, signé à Cha-am (Thaïlande) le 26 février 2009, en vigueur le 17 mai 2010. ↩
4. Wikipedia, « ASEAN » (consulté en novembre 2026) : plan directeur de l'AEC adopté le 20 novembre 2007 lors du 13e sommet de l'ASEAN à Singapour ; lancement de la communauté avancé au 31 décembre 2015 au plus tard ; Wikipedia, « ASEAN Economic Community » (consulté en novembre 2026) : progrès suivis au moyen d'un AEC Scorecard inspiré du tableau d'affichage du marché intérieur de l'UE. ↩
5. Wikipedia, « ASEAN » (consulté en novembre 2026) : en mai 2025, l'ASEAN a adopté une Community Vision 2045 et un AEC Strategic Plan pour 2026–2030, « maintaining a single market as a goal ». ↩
6. Wikipedia, « ASEAN Free Trade Area » (consulté en novembre 2026) : les marchandises doivent présenter au moins 40 pour cent de contenu ASEAN mesuré par rapport à la valeur FOB, avec cumul entre les membres ; les exportateurs ont besoin d'un certificat « Form D » ; l'ASEAN Single Window vise à permettre aux opérateurs de transmettre les informations par voie électronique une seule fois, pour partage entre les autorités douanières. ↩
7. Wikipedia, « ASEAN » (consulté en novembre 2026) : ASEAN Framework Agreement on Services adopté lors du sommet de Bangkok en décembre 1995, suivi de paquets d'engagements successifs ; accords de reconnaissance mutuelle pour huit professions (médecins, dentistes, infirmiers, architectes, ingénieurs, experts-comptables, géomètres et professionnels du tourisme), en vertu desquels les membres de ces professions devaient pouvoir travailler librement dans tout État de l'ASEAN à compter du 31 décembre 2015. ↩
8. Wikipedia, « ASEAN » (consulté en novembre 2026), infobox : population de 683 290 000 habitants (estimation 2023) ; PIB nominal de 4,51 billions de dollars US (estimation 2026). ↩
9. Singapore Economic Development Board, « A SEA of Opportunities: Understanding Southeast Asia » (edb.gov.sg, dernière mise à jour le 6 novembre 2026) : l'Asie du Sud-Est est « set to become the world's 4th largest economy by 2030 » ; Singapour est décrite comme la « gateway into SEA ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

10. Wikipedia, « ASEAN » (consulté en novembre 2026) : « Member states currently trade more with other countries (80%) than among themselves (20%) ». ↩
11. Wikipedia, « Regional Comprehensive Economic Partnership » (consulté en novembre 2026) : signé le 15 novembre 2020 lors d'un sommet virtuel de l'ASEAN ; en vigueur le 1er janvier 2022 ; ratifié par Singapour le 9 avril 2021 ; les membres représentent environ 30 pour cent de la population mondiale (2,2 milliards) et environ 30 pour cent du PIB mondial. ↩
12. CNUCED, « ASEAN Investment Report 2024: ASEAN Economic Community 2025 and Foreign Direct Investment », page de publication du 9 octobre 2024 (unctad.org, consulté en novembre 2026) : « FDI inflows to ASEAN reached a record $230 billion in 2023 » ; CNUCED, « ASEAN Investment Report 2025: Foreign direct investment and supply chain development », page de publication du 25 octobre 2025 (unctad.org, consulté en novembre 2026) : les entrées d'IDE « rose by 8 per cent to $226 billion ». La page de publication ne précise pas l'année. Chaque édition porte sur l'année précédente, comme le montre l'édition 2024 pour 2023, de sorte que le chiffre se rapporte à 2024. Le chiffre révisé pour 2023 est un calcul de l'auteur. ↩
13. Wikipedia, « Indonesia–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : « In the past decade, Singapore has consistently been Indonesia's top foreign investor. » ↩
14. Wikipedia, « Malaysia–Singapore relations » (consulté en novembre 2026) : « Singapore is consistently one of the top sources of foreign direct investments into Iskandar Malaysia » ; la liaison Johor Bahru–Singapore Rapid Transit System Link est « scheduled to open in 2026 ». ↩
15. Monetary Authority of Singapore, « Singapore and Thailand Launch World's First Linkage of Real-time Payment Systems », communiqué de presse, 29 avril 2021 (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : interconnexion de PayNow et PromptPay ; plafond de transfert de 1 000 S$ ou 25 000 THB par jour ; transferts au moyen d'un numéro de téléphone mobile en quelques

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

minutes ; présentée comme « The first of its kind globally » et comme un élément de la connectivité des paiements de l'ASEAN. ↩

16. Singapore Economic Development Board, « Scale across Southeast Asia », op. cit. : « over 400 million internet users » ; valeur potentielle de l'économie numérique de « S$2.7 trillion » d'ici 2030. ↩
17. ASEAN Digital Economy Framework Agreement : négociations lancées en septembre 2023. ↩
18. Wikipedia, « Grab Holdings » (consulté en novembre 2026) : fondée en juin 2012 sous le nom de MyTeksi à Kuala Lumpur ; siège au 3 Media Close, one-north, Singapour ; activités à Singapour, en Malaisie, au Cambodge, en Indonésie, au Myanmar, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam ; cotée au Nasdaq en décembre 2021 à la suite d'une fusion avec Altimeter Growth Corp. ↩
19. Wikipedia, « Sea Limited » (consulté en novembre 2026) : fondée en 2009 sous le nom de Garena à Singapour, rebaptisée Sea Ltd en 2017 ; cotée à la Bourse de New York en 2017 ; Shopee décrite comme « the largest e-commerce platform in Southeast Asia and Taiwan », présente à Singapour, en Malaisie, en Thaïlande, aux Philippines, au Vietnam et en Indonésie. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.